

**DECLARATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO SUR LES
MISES À JOUR RELATIFS À L'ASSISTANCE AUX VICTIMES A L'OCCASION DE LA
20^{ième} ASSEMBLEE DES ETAT PARTIES À LA CONVENTION D'OTAWA
À Genève du 20 au 22 juin 2022**

Monsieur le Président,

C'est dans un contexte extrêmement particulier de l'histoire de la mise en œuvre de notre programme tant sur le plan sécuritaire que sur le plan de l'atteinte des objectifs de la RDC en vertu de l'article 5 sur le déminage que nous présentons cette allocution.

En effet, pendant que la RDC tend à être déclarée libre des mines, le nombre des victimes augmente exponentiellement, d'autant plus que la montée du terrorisme à l'Est du pays a favorisé la recrudescence de l'utilisation des engins explosifs improvisé (EEI) contre toutes les couches de la population dans cette partie du pays. Cela s'est traduit par le fait que la base de données nationale a enregistré de janvier 2022 à ce jour 6 victimes de REG, 3 victimes des mines antipersonnel et 25 victimes des engins explosifs improvisés (EEI) pour un total de 34 victimes parmi lesquels nous comptons :

- Un agriculteur tué par une mine antipersonnel à DIBELENGE au KASAÏ-CENTRAL pendant qu'il allait effectuer ses tâches quotidiennes le 02 février 2022 ;
- Deux victimes blessées âgées de 24 ans et 16 ans et une victime tuée âgée de 16 ans par un REG de type roquette PG7 que les enfants précités avaient ramassé pendant qu'il cueillait les mangues aux environs du marché BALAZANA et l'avaient ramené chez eux à la maison à IRUMU dans la province de l'ITURI le 21 septembre 2022 ;
- 7 victimes blessées par un Engins Explosif Improvisé (EEI) à Beni dans la province du Nord-Kivu cet engin fut déposé dans un magasin d'habillement mis dans un petit sac d'apparence inoffensive par un suspect et deux à trois minutes après le départ de ce dernier le sac contenant l'engin explosa en date du 05 février 2022

Ce chiffre de 34 victimes nous amène, malheureusement, à l'actualisation de la liste globale des victimes à 3.121 victimes identifiées aujourd'hui en RDC depuis l'année 2002, bien que cette identification représente seulement 20% du Territoire national. Nous avons encore un grand chiffre noir sur l'identification réelle des victimes des mines, REG et engins explosifs improvisé se trouvant en RDC suite aux multiples conflits armés.

Monsieur le Président,

S'agissant des mesures nationales prises, quelques efforts ont été fournis pour améliorer la coordination de l'Assistance aux victimes. A la suite de l'élection présidentielle de décembre 2018, le nouveau Président de la République avait nommée depuis le 26 août 2019, une femme vivant avec handicap comme Ministre des personnes vivant avec handicap qui est chargée de fédérer désormais les autres secteurs impliqués dans l'Assistance aux victimes comme les Affaires sociales et les Affaires humanitaires.

Cette nomination fait suite à la ratification par la RDC de la Convention sur les Droits des personnes vivant avec handicap et son protocole facultatif par la RDC depuis le mois de septembre 2015. Un mécanisme national de suivi de la CRDPH a été mis en place une année après, en 2016, pour consolider la mise en œuvre de ladite Convention.

En outre, conformément à l'article 49 de notre Constitution, la proposition de loi organique portant protection et promotion des Droits des personnes handicapées a été adoptée par l'Assemblée nationale le lundi 09 novembre 2020, par le sénat le lundi 22 novembre 2021. Et la loi organique n°22/03 fut promulguée par le Président de la République le 3 mai 22. Cette loi vient renforcer la mise en place d'un cadre juridique national spécifique pour une meilleure protection et prise en charge des personnes vulnérables.

Depuis 2013, un fond national de promotion et de service social a été mis en place en faveur des personnes vulnérables auquel sont éligibles les victimes des Mines, REG et EEI au même titre que les autres personnes vivant avec handicap.

Je voudrais aussi relever de manière particulière que conformément à la loi congolaise de mise en œuvre de la Convention sur l'Interdiction des Mines Antipersonnel promulguée depuis juillet 2011, l'État congolais doit garantir aux victimes des mines antipersonnel une protection en rapport avec leurs besoins physiques et intellectuels. A ce titre :

- Les soins de santé pour les victimes sont à charge de l'État dans les formations médicales tant publiques que privées;
- les prothèses et autres artifices nécessaires pour la réadaptation physiques des victimes sont à charge du trésor public;
- Toute entreprise qui utilise des victimes des Mines est exemptée du double de leur impôt professionnel sur le revenu à concurrence d'un maximum de 30% de son impôt sur le bénéfice.

Afin de matérialisé les dispositions législatives cité ci-haut, la République Démocratique du Congo compte organiser avant la fin de cette année le lancement officiel de la Carte National des victimes de Mine qui leur permettra de jouir pleinement de leur droit.

Monsieur le Président ;

Toutes ces mesures sont réelles en RDC et constituent un cadre juridique adéquat pour la mise en œuvre d'un programme d'assistance aux victimes. Nous sommes conscients que l'instabilité de la coordination qui fait que les victimes congolaises ne soient pas au courant de ce train de mesures en leur faveur. Notre programme avec l'accompagnement du Ministère des personnes vivant avec handicap est en pleine phase de mise en place d'un programme de sensibilisation des victimes pour ce faire.

Par ailleurs, le financement du volet réinsertion socioéconomique pose un sérieux problème suite à des multiples priorités du pays. Il y a nécessité d'une coordination d'efforts et des appuis nécessaires à apporter à ces multiples victimes qui, même appareillées, restent désespérées pour leur survie après accident.

C'est ici que je formule un vœu que les bailleurs des fonds puissent jeter un regard particulier à la RDC dans ce domaine car il me semble que faire la lutte Antimines sans assistance aux victimes, c'est la faire à moitié.

Je vous remercie